



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 décembre 2007

N° 342 PRIX 0,60 Euro



SÉNÉGAL

LA RÉVOLTE

DES BANA-BANAS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Sénégal: La révolte des bana-banas

- Les raisons de l'échec de la marche nationale contre la flambée des prix (p. 3)

Page 4

Côte d'Ivoire

- Un petit coup de colère chez les manutentionnaires de Vridi
- Les populations de l'Ouest abandonnées à elles-mêmes dans les villages dévastés (p.5)

Page 7

Tchad: Sous prétexte de la guerre, la répression s'abat sur les populations.

Page 8

Immigration: Trois ans après la mort d'un sans papier, le mystère demeure

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SÉNÉGAL

LA RÉVOLTE DES BANA-BANAS

Le 21 novembre dernier, la capitale sénégalaise a connu une violente émeute de bana-banas (petits commerçants ambulants). Dès la fin de la matinée, l'avenue Lamine Guey, une artère très commerçante de Dakar, a été le théâtre des affrontements entre les forces de l'ordre et les bana-banas. Les mêmes scènes de violences ont éclaté près du siège de la RTS (Radio Télévision Sénégalaise) ainsi que dans le quartier de la Médina où la mairie et une agence de la Sénélec (Société d'électricité) ont été saccagées, de même que l'ancien siège du PDS, le parti de Wade. Des véhicules ont été incendiés, des abribus et des feux de signalisation détruits. Il y aurait eu 200 arrestations.

Cette émeute a éclaté suite à la décision du gouvernement de faire évacuer les petits commerçants ambulants du centre-ville. En effet, la veille, les forces de l'ordre ont chassé manu militari tous les bana-banas qui avaient l'habitude de vendre aux environs du marché Sandaga et Thilène ainsi que dans les artères très passantes du centre-ville, sans aucune concertation et sans plan d'aménagement pour qu'ils puissent tout de même pratiquer leur activité de survie. Cela fut ressenti comme une condamnation à mourir de faim car pour des dizaines de milliers de familles, c'est la seule source de revenu.

La violence de la réaction des bana-banas a quelque peu surpris le pouvoir. Très rapidement il a fait marche arrière en les laissant vendre leur marchandises comme avant, au moins jusqu'à la Tabaski (fête religieuse musulmane au Sénégal, qui aura lieu cette année le 20 décembre). Il est question qu'après cette fête, les bana-banas seront cantonnés dans une zone délimitée.

Ce que veut le gouvernement à l'approche du sommet islamique qui aura lieu à Dakar au mois de mars prochain, c'est que le centre-ville soit débarrassé des mendiants et des bana-banas pour ne pas gâcher le paysage de ces princes, chefs d'Etat et dignitaires religieux invités à ce sommet. On a construit pour eux des hôtels de luxe, des centres de conférence, des bretelles d'autoroute et autres « aménagements paysagers ». Pour réaliser de tels travaux de prestige, le gouvernement a su trouver de l'argent auprès des bailleurs de fonds. Mais lorsqu'il s'agit de réaliser des choses utiles à

la population des quartiers pauvres, comme par exemple le système d'évacuation des eaux de pluie ou des eaux usées (qui favorisent la prolifération des moustiques, entre autres) la réponse est toujours : « il n'y a pas d'argent ».

La chasse aux bana-banas et aux mendiants du centre-ville n'est pas quelque chose de nouveau

au Sénégal. De Senghor à Wade en passant par Diouf, tous l'ont pratiquée à chaque fois que la capitale devait abriter un sommet prestigieux. Mais cette fois-ci les bana-banas ont eu du répondant. Et ils ont eu raison. Ils ont montré qu'il est possible de faire reculer le gouvernement lorsqu'il s'en prend aux intérêts des populations pauvres.

SÉNÉGAL

LES RAISONS DE L'ECHEC DE LA MARCHÉ NATIONALE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX

Le 21 Novembre dernier, une « marche nationale contre la vie chère » devait avoir lieu à Dakar à l'appel de 18 syndicats. Cette marche devait commencer en début d'après midi. Mais dès le matin de ce même jour éclata la révolte des bana-banas contre la décision du gouvernement de les chasser du centre-ville. Il y a eu des affrontements violents avec les forces de l'ordre.



*Dakar, 21 novembre 2007
marche contre la flambée des prix*

Craignant d'être totalement débordé, le gouvernement interdit au dernier moment la manifestation contre la vie chère, alors que le cortège commençait déjà à s'ébranler. Sans même protester contre cette interdiction de manifester, certains dirigeants syndicaux ont commencé à plier leurs banderoles et à disperser leurs militants et sympathi-

sants. D'autres ont voulu continuer à manifester. Il y a eu altercation avec les forces de l'ordre et finalement la manifestation a été reportée à une date ultérieure malgré l'envie d'un grand nombre manifestants de crier leur colère contre le gouvernement qui laisse s'envoler les prix des denrées de première nécessité et de l'électricité tout en bloquant les salaires dans la fonction publique.

Le plus révoltant était d'entendre certains dirigeants syndicaux s'en prendre verbalement aux bana-banas en les accusant d'avoir « saboté » leur marche. Certains sont allés jusqu'à insinuer qu'ils ont été envoyés dans la rue par le gouvernement pour faire passer à l'arrière plan la marche nationale des syndicats. Ils n'ont à aucun moment cherché à dire et à expliquer que la revendication des bana-banas et celles de la population victime de la flambée des prix n'étaient pas contradictoires, bien au contraire. Les bana-banas font partie de la population pauvre. Ce sont les femmes et les enfants des travailleurs qui sont obligés de vendre des aliments ou de petites marchandises au bord des rues pour apporter quelque chose à manger à la maison. Et le gouvernement en s'en prenant à eux, s'en prend à l'ensemble des travailleurs.

Dans cette affaire, les « saboteurs » de la manifestation ne sont pas les bana-banas mais certains de ces dirigeants syndicaux qui cherchent à opposer les pauvres entre eux. En agissant ainsi, ce sont eux qui rendent service au gouvernement de Wade et plus généralement aux ennemis des travailleurs.

SÉNÉGAL**DES EX-TRAVAILLEURS DE LA
SOTRAC EN GRÈVE DE LA FAIM**

Depuis le 10 décembre, une dizaine d'ex-travailleurs de la Sotrac (Société de transport public de Dakar) ont commencé une grève de la faim. Après la liquidation et la privatisation de cette société il y a neuf ans, la nouvelle société qui la remplace, Dakar Dem Dikk (3D), n'a pas payé aux travailleurs une grande partie de leurs droits. Aujourd'hui 3D leur doit à chacun d'eux l'équivalent de 100 mois de salaires. Il s'agit des salaires impayés ainsi que des indemnités et autres primes.

C'est une situation dramatique pour des centaines de travailleurs qui vivent dans la misère

depuis leur licenciement. Depuis neuf ans beaucoup d'entre eux sont morts. Ceux qui vivent encore ne veulent plus se laisser faire. Malgré leur âge avancé, ces vieux travailleurs ont pris le risque de faire la grève de la faim pour faire triompher leurs droits.

Conscients des risques qu'ils prennent, certains ont même rédigé leur testament. Comme ils le disent eux-mêmes, ils ne quémandent pas, ils réclament ce qui leur est dû.

Ce qui est sûr, c'est que 3D comme le gouvernement se moque complètement du sort des travailleurs. Ce qui les préoccupe le plus, ce sont les intérêts des riches, des privilégiés.

**BIENTÔT, SEULS LES GRIOTS DU POUVOIR
AURONT LE DROIT DE S'EXPRIMER !**

Le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoli a été déclaré « persona non grata » au Sénégal par un arrêté du ministre de l'Intérieur, Ousman Ngom. Celui-ci ne veut plus que le chanteur mette les pieds au Sénégal à cause des propos « insolents et discourtois » qu'il a tenu contre le président sénégalais lors d'un concert tenu à Dakar le 13 décembre. Il a critiqué la gestion du pouvoir sénégalais, la corruption et la mainmise de la famille Wade sur les caisses de l'Etat.

Ce n'est pas la première fois que le gouver-

nement sénégalais agit de la sorte. Des journalistes et des écrivains ont déjà été emprisonnés ou condamnés à de lourdes amendes pour avoir osé dénoncer ou publier une enquête mettant en cause Wade et son clan.

Ce qui n'empêche pas Wade de s'autoproclamer « démocrate » voire de donner des leçons de « bonne gouvernance » aux autres lors des forums qu'il affectionne. Mais derrière la fine pellicule « démocratique » la réalité est celle d'un autocrate qui ne supporte pas les critiques.

CÔTE D'IVOIRE**UN PETIT COUP DE COLÈRE
CHEZ LES MANUTENTIONNAIRES DE VRIDI**

Le 12 décembre, des journaliers de différentes sociétés de la Zone Industrielle de Vridi ont manifesté en bloquant la circulation au niveau d'Unilever. Ces journaliers sont des manutentionnaires qui chargent ou déchargent les camions de sacs de café ou de cacao dans des usines comme SACO, SCIPAV, etc. Ils entendaient protester contre leurs conditions de travail. Car ils sont employés dans ces sociétés sous le

couvert d'entreprises de travail temporaire.

Ils dénoncent le fait que celles-ci leur payent des salaires de misère. Ils ont 250 f par tonne, ce qui ne permet pas de vivre décemment. Ils demandent 1 000 f par tonne. Ensuite, aucun d'entre eux n'est déclaré à la CNPS bien qu'ils aient fait pour certains plusieurs années en tant que journaliers. Ils demandent donc aux sociétés où ils travaillent de les

embaucher directement.

Depuis que Bédié a supprimé en 1995 l'OMOCI qui était chargé de l'embauche des travailleurs, de nombreuses sociétés de travail temporaire ont vu le jour. On peut citer RMO, ECOCI et bien d'autres. Ces sociétés traitent directement avec les patrons. Elles sont sensées leur procurer de la main d'œuvre selon les besoins. Mais la norme, c'est qu'aujourd'hui dans presque toutes les entreprises de ce pays, on trouve des journaliers. Des journaliers qui ont fait souvent 3, 5 ou 6 ans dans la même entreprise. C'est une situation qui arrange les patrons qui cherchent toujours à faire plus de profits en ne les déclarant pas. Ils peuvent s'en débarrasser quand ils veulent. Ils voudraient que les travailleurs soient corvéables à souhait.

Voici comment un gréviste raconte leur mouvement : « Ce sont les journaliers de SAGA qui ont commencé. Après, le mouvement s'est étendu à toutes les autres boîtes de manutention de Vridi. Ainsi les premiers grévistes ont été rejoints par ceux de Jean Abilgal, SACO, etc. La grève était tellement suivie que tous les chargements et déchargements de cacao et de café ont été bloqués. Même des journaliers de Blohorn ont rejoint le mouvement. Le

mouvement est dirigé par un certain Kessi qu'on dit proche de Blé Goudé. Les grévistes demandent la suppression des boîtes de placement telles que ECO CI ou RMO qui sont des intermédiaires entre nous et nos vrais employeurs. Il s'agit des entreprises d'étuvage, de triage, de torrification, de conditionnement et de stockage, etc.

Actuellement le tarif est de 250 F à 350 F en fonction des entreprises pour chaque tonne chargée ou déchargée. Nous demandons donc un tarif de 1000 F par tonne et notre rattachement direct aux entreprises qui nous emploient. Au port de San Pedro, les chargeurs sont aussi entrés dans le mouvement et ils ont bloqué le port. Chaque matin, il y a des heurts entre les grévistes et ceux qui cherchent à travailler. Cela a conduit malheureusement à des blessés. On parle même de mort d'homme.»

Ce mouvement a donc périclité avant de chuter au bout de ces quelques jours. L'organisation syndicale a fait reprendre le travail sur la base de vagues promesses de révision ultérieure des revendications. Les patrons s'en sont sortis à bon compte. Chez les travailleurs, c'est l'amertume qui prédomine. Une petite minorité pense que ce n'est que partie remise et qu'il faudra s'organiser mieux la prochaine fois et être plus déterminés.

CÔTE D'IVOIRE

LES POPULATIONS DE L'OUEST ABANDONNÉES À ELLES MÊMES DANS DES VILLAGES DÉVASTÉS

Le mois dernier, un jeune de la région de Bangolo est parti rendre visite à ses parents. Ces derniers, à l'issue de près de quatre ans d'exil, ont décidé de rentrer au village après la suppression de la « ligne de confiance ». Il raconte ici la misère des parents qui n'ont plus de maison ni de plantation après les 5 ans de guerre.

« Cela fait plus de 6 ans que je n'ai pas mis les pieds dans mon village. C'est un an plus tôt, avant le déclenchement de la crise armée de 2002, que j'ai rendu visite aux parents. Avant d'atteindre mon village, on traversait plusieurs autres villages et des campements tellement grands qu'ils avaient l'allure d'un village. Ces campements étaient habités à la fois par ceux qu'on appelle les « allogènes » et par les

« autochtones » guérés. Ils vivaient tous ensemble et même quand il y avait des conflits, ils arrivaient à les régler à l'amiable.

« Aujourd'hui je fus étonné que tout cela soit du passé. Plusieurs campements et plusieurs de ces villages sont complètement dévastés. A la place, il ne reste que de la broussaille. La piste menant à mon village est devenue un sentier car aucun camion n'y passe. Les moyens de transport sont les vélos, les motos ou les brouettes.

« Tout cela parce que c'est dans notre région que les affrontements entre les bandes armées libériennes recrutées d'un côté par la rébellion (MPIGO) et de l'autre côté par le pouvoir (MILOCI), ont été les plus meurtrières. Ces « voyous de la mort » entraînés pour tuer ont massacré les

villageois sans pitié. Les parents avaient fui dès lors les villages. Mais si la guerre elle-même fut de courte durée, elle laissa la place à d'autres bandes armées appelées les « coupeurs de route » qui sévissaient. Elles écumaient nuit et jour les villages, les campements pour voler et piller la récolte des paysans. L'insécurité due à ces bandes continue même à présent de hanter les villageois. Malgré un calme relatif qui s'instaure peu à peu dans la région, suite à la suppression de la « ligne de confiance » et la création du CCI (Centre de Commandement Intégré), l'insécurité demeure. Mais même les militaires du CCI sont obligés de rester en groupe lorsqu'ils se rendent dans les champs.

« La conséquence de cette situation est le manque de nourriture chez les parents. Toutes les plantations ont été abandonnées pendant toutes ces années. Aujourd'hui tout manque dans les villages : pas de puits d'eau potable, pas de marché pour

s'approvisionner, pas d'électricité dans les villages où il y en avait ; les écoles sont remplies de broussailles. Les risques de famine et d'épidémie de choléra sont certains.

« Mais l'appel incessant des parents envers les autorités pour les aider à réhabiliter les plantations, les routes et les pompes d'eau tombent toujours dans des oreilles de sourds. Les parents ont le sentiment d'avoir été « utilisés » comme des cobayes aux heures chaudes de la guerre car notre région fut le réel théâtre de cette guerre.

« Sinon, comment comprendre qu'après avoir demandé aux gens de rentrer dans leurs villages, là où ils ont tout perdu, on ne leur apporte pas de l'aide » ?

Ce récit et ce cri de colère de ce jeune fait partie de la réalité que vivent les paysans dans le pays profond, loin des manigances des politiciens qui ne pensent qu'aux élections et surtout à comment les remporter.

CÔTE D'IVOIRE

LE COUP DE COLÈRE NÉCESSAIRE QUI TARDE À VENIR

La grève des journaliers manutentionnaires du port d'Abidjan a paralysé les activités pendant trois jours. Certes, elle n'a pas donné de résultats probants ni fait plier le patronat de ce secteur sur un minimum de choses. Peut-être parce que la colère n'était pas profonde. Mais ce coup de colère spontané et surtout les revendications que les travailleurs exigeaient montrent que la situation qu'ils vivent devient de plus en plus intenable. Ils exigeaient de meilleures conditions de travail à savoir, l'embauche, la déclaration à la CNPS, une prise en charge en cas de maladie ou accident et, l'augmentation de tarif par tonne de chargement.

D'ailleurs les revendications salariales sont aussi celles exprimées par d'autres corps comme les enseignants du secondaire qui mènent une grève qui paralyse l'école dans plusieurs villes de l'intérieur. Il y a aussi le cas des agents des eaux et forêts qui ont durant trois jours bloqué toute l'activité dans leur secteur.

Ces coups de colère qui montent par-ci et par-là ne sont que l'écho profond de la misère que

ressent l'ensemble des travailleurs. La vie devient chaque jour de plus en plus difficile. Quant aux denrées sur les marchés, c'est presque chaque jour que leurs prix flambent. Même le riz que l'Etat dit avoir subventionné, connaît une nouvelle hausse de 10%.

L'inflation gagne tous les domaines. Chacun dans son coin augmente comme il le veut. Les propriétaires de logements fixent les prix qu'ils veulent. Dans le transport urbain, le secteur public est défectueux. Cela permet aux opérateurs du privé de fixer les tarifs selon leur bon vouloir. Et face à ces augmentations démesurées, à ce désordre tarifaire qui dure depuis des années, l'Etat se montre impuissant ou complice. Il refuse de compenser ces flambées des prix par une augmentation des salaires.

Ces coups de colère, qui expriment le ras-le-bol des travailleurs, de toute la couche sociale marquée par la cherté de la vie, sont pour le moment isolés. Mais tôt ou tard, ils convergeront comme les petits ruisseaux pour devenir un grand fleuve capable de faire plier le gouvernement ainsi que le patronat.

TCHAD**SOUS PRÉTEXTE DE LA GUERRE
LA RÉPRESSION S'ABAT SUR LES POPULATIONS**

Les nouveaux combats qui ont éclaté fin novembre-début décembre, au nord est du pays, entre l'armée gouvernementale et les diverses factions armées de la rébellion, étaient, paraît-il, d'une rare violence. On parle de plusieurs centaines de morts parmi les belligérants, de part et d'autre. On sait qu'en pareille circonstance, ce sont toujours les populations des zones où se déroulent les affrontements qui sont les principales victimes, et en général, les plus nombreuses aussi, car les chiffres officiels ne sont pas souvent annoncés.

Si les victimes civiles sont abandonnées à leur sort, les soldats morts ont eu droit à un enterrement officiel tandis que les blessés sont acheminés par voie de terre et par air à Abéché (ville du nord) ou à Ndjaména pour y être soignés. Certains militaires blessés, faute de place, et aussi par manque du personnel compétent (chirurgiens surtout) sont acheminés vers le Cameroun voisin, notamment à Kousséri, Garoua ou Yaoundé.

Depuis le 28 novembre dernier, l'hôpital de référence de Ndjaména ouvert au public est fermé : seuls les blessés de guerre y sont soignés, et l'armée monte la garde pour empêcher les civils d'y entrer. Or les autres hôpitaux de la capitale qui sont privés, coûtent cher; dans ces conditions, les pauvres n'ont qu'à crever.

Depuis le début de ce nouveau conflit, sous prétexte de traquer des rebelles qui se seraient infiltrés dans la capitale mais aussi pour saisir les armes détenues par certains habitants, un couvre-feu est instauré dans Ndjaména. En pareil cas, des hommes armés, en tenue militaire ou pas, en profitent

pour voler tout ce qui a de la valeur : télévision, radio, téléphones portables, tapis, etc.

En sus du couvre-feu, une censure a frappé la presse, écrite surtout. Avant toute parution, le responsable d'un journal doit envoyer une copie à la présidence pour lecture. Il faut attendre l'aval du comité de censure. Mais on ne sait pas encore pour quel motif le directeur de publication de l'hebdomadaire "Notre Temps", a été arrêté il y a quelques jours, et tous les exemplaires du dernier journal ont été saisis. Selon les dernières nouvelles, le directeur a été relâché.

Rappelons que cet hebdomadaire est connu dans le milieu petit bourgeois comme un journal qui critique ouvertement les agissements et les magouilles des dirigeants. Ce qui lui attire parfois les foudres des gouvernants. L'ancien directeur du journal, plusieurs fois menacé par les sbires du régime, a finalement été assassiné par poison. Les dirigeants croyaient ainsi en finir avec toute critique envers eux ou contre leur gouvernement. Mais à leur grande surprise, le petit frère du défunt a pris la relève. Le pouvoir s'acharne à nouveau sur lui.

D'autres journalistes ont été également intimidés. C'est le cas, par exemple, du rédacteur d'un autre hebdomadaire, "L'observateur" ou du bi-hebdomadaire "Ndjaména Hebdo".

Les populations tchadiennes en ont marre de cette guerre qui dure depuis plus d'un quart de siècle, et des couvre-feu à répétition qui désorganisent la vie sociale, qui profitent à un ramassis de brigands de tout bord. Elles souhaitent vivement la fin de la guerre qui leur est imposée d'en haut, par le gouvernement et les différents seigneurs de guerre.

=====

IMMIGRATION**TROIS ANS APRÈS LA MORT D'UN
SANS PAPIER, LE MYSTÈRE DEMEURE**

Près de trois ans après la mort, dans un commissariat de Courbevoie d'Abou Bakari Tandia, alors qu'il était en garde à vue, on ne connaît toujours pas la cause de ce décès.



Abou Bakari Tandia

Rappelons les faits. Le 5 décembre 2004, Tandia qui vivait en France depuis 13 ans, sans papier, fut interpellé par la police qui patrouillait comme par hasard, aux environs du foyer de la rue des Fauvelles à Courbevoie. Que s'était-il passé, par la suite, ce jour-là ? Tandia avait-il reçu des coups de la part de la police ? On n'en sait rien jusqu'au-

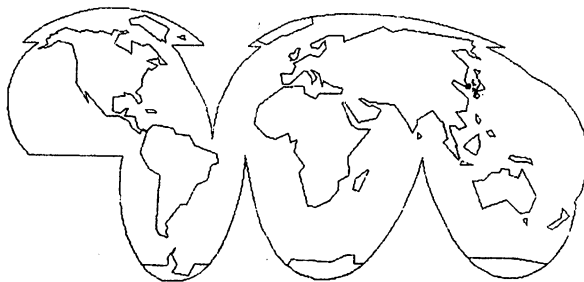
jourd'hui. Mais la police avait avancé, dans un premier temps, l'idée que le détenu avait essayé de se suicider en se cognant la tête contre le mur ; une seconde version parlait de tentative d'évasion qui avait raté ; la victime avait perdu connaissance lors de cette tentative. Toujours est-il que c'est dans un état comateux que Tandia avait été transporté à l'hôpital Louis Mourier de Colombes pour y recevoir des soins. Il mourut le 25 janvier 2005, sans avoir repris connaissance.

Des doutes subsistent jusqu'à présent : pourquoi deux versions policières ? Pourquoi le commissariat avait attendu près d'une semaine avant d'avertir les parents ? Comment expliquer des blessures sur le corps de la victime ? Pourquoi ce corps avait-il enflé énormément ?

La famille, les proches et l'association de soutien qui cherchent à connaître la vérité sur les circonstances de cette mort apparemment suspecte, ne baissent pas les bras. Une marche pacifique est prévue pour le 26 janvier prochain à 11 heures, de la Place Charras (près du commissariat où la victime était détenue) au foyer de la rue des Fauvelles, à proximité duquel il était interpellé par la police.

Nous soutenons cette initiative.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.